



Conseil économique et social

Distr. limitée
22 juin 2017
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-septième session

5-30 juin 2017

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-septième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Rodrigo Otávio **Penteado Moraes** (Brésil)

Additif

Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3 b)]

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

1. À sa 6^e séance, le 7 juin 2017, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ([E/AC.51/2017/4](#)).
2. Le Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne a présenté le rapport et répondu, avec la Secrétaire exécutive adjointe de la CESAO et les représentants du BSCI, aux questions posées lors de l'examen du rapport par le Comité.

Débat

3. Des délégations ont accueilli avec satisfaction et approuvé les recommandations formulées par le BSCI dans son rapport; elles ont noté l'utilité de l'évaluation consacrée à la CESAO et à la manière dont celle-ci avait adapté et redistribué les ressources dont elle disposait pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Des délégations ont également salué les efforts que la CESAO avait déployés pour s'acquitter de son mandat dans un contexte régional difficile.



4. Des remarques ont été faites sur les observations présentées par l'administration de la CESAO, notamment sur la manière dont celle-ci comptait donner suite aux recommandations du BSCI, et une délégation s'est félicitée de la rapidité avec laquelle la Commission avait entrepris de mettre en œuvre ces recommandations.

5. Une délégation a demandé des précisions sur la méthode d'évaluation utilisée dans le rapport et a notamment souhaité savoir dans quelle mesure les résultats étaient étayés uniquement par des enquêtes sans qu'il y ait eu de recoupement avec d'autres sources de données. Des éclaircissements ont été demandés sur l'appui fonctionnel que la CESAO avait fourni aux mécanismes intergouvernementaux régionaux et il a été noté que les aspects du programme de travail de la Commission liés aux services de gestion des conférences et à l'administration n'entraient pas dans le cadre de l'évaluation, même si le paragraphe 22 du rapport indiquait que la CESAO avait joué un rôle important en tant que médiateur dans la région et qu'elle s'était montrée efficace pour ce qui était de l'organisation de forums régionaux et thématiques devant appuyer la prise de décisions au niveau régional.

6. Des précisions ont été demandées sur la part des activités normatives par rapport à celle des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique, notamment à la lumière de l'aide que la Commission avait apportée à certains pays dans la mise en œuvre du Programme 2030, et sur la manière dont les activités menées par les commissions régionales complétaient celles des fonds et programmes spécialisés, qui jouaient eux aussi un rôle normatif dans le domaine du développement. Une délégation a indiqué que le programme de publications laissait à désirer et que, dans une perspective axée sur les résultats, les pratiques de diffusion et les mécanismes de remontée de l'information étaient inefficaces dans ce domaine (E/AC.51/2017/4, par. 34).

7. Une question a été posée sur la manière dont la Commission facilitait le consensus, la prise de décisions et le dialogue, et il a été mentionné qu'une résolution adoptée récemment avait dû être mise aux voix parce qu'elle comportait des passages litigieux qui n'avaient pas fait l'objet d'un consensus.

8. Une délégation a mis en question le pourcentage de ressources allouées aux activités en faveur des femmes prévues dans deux sous-programmes, le premier consacré à la promotion de la femme et le second à l'atténuation des conflits et au développement, et constaté que le montant des ressources budgétaires allouées à ces deux sous-programmes était relativement faible par rapport à celui des ressources affectées à d'autres sous-programmes de la Commission.

Conclusions et recommandations

9. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve les recommandations figurant aux paragraphes 58 à 62 du rapport d'évaluation de la CESAO établi par le BCSI (E/AC.51/2017/4), sous réserve de la recommandation ci-dessous.**

10. **Outre les mesures prévues par la recommandation 2, le Comité a recommandé que l'Assemblée générale encourage le Secrétaire général à renforcer l'efficacité du programme de publications de la CESAO dans les domaines les plus utiles pour les parties prenantes et le public cible.**